



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes Maritimes
Tour Hermès, 64-66 route de Grenoble,
06200 NICE

Nice, le 28/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



Société GRASSOISE de PARFUMERIE Carré

12 Boulevard Pasteur
06130 PLASCASSIER

Référence : 2023_239
Code AIOT : 0006400310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement Société GRASSOISE de PARFUMERIE Carré implanté 12 BOULEVARD PASTEUR 06130 Grasse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société GRASSOISE de PARFUMERIE Carré
- 12 BOULEVARD PASTEUR 06130 Grasse
- Code AIOT : 0006400310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société grasseoise de parfumerie 2 (SGP2) exploite à Grasse une installation de fabrication de matières premières pour l'industrie de la parfumerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le risque foudre,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- la réglementation sur les fiches de données de sécurité,
- la consommation/prélèvements en eau – sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Travaux protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Vérification installations foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Moyens lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2008, article 7.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 03/10/2008, article 7.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/10/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
6	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
7	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Enregistrement de la substance (REACH)	Règlement européen du 18/12/2006, article 6	/	Sans objet
9	Accès des travailleurs à l'information	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	/	Sans objet
11	Etiquetage CLP	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	/	Sans objet
12	Moyens lutte incendie	AP Complémentaire du 14/08/2012, article 8.6.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté l'ensemble de la réglementation relative au risque contre la foudre en ne faisant notamment pas réaliser d'étude technique. L'exploitant ne respecte pas non plus l'ensemble des dispositions concernant les moyens de lutte l'incendie. L'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant sur ces points.

Concernant la réglementation sur les produits chimiques et la réglementation en matière de fiche de données de sécurité, l'exploitant respecte les points contrôlés par sondage lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation eau / sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :
Constats : L'inspection a constaté que la consommation annuelle de 2022 était de 2734 m ³ sur les 7200 m ³ autorisés. Cette faible consommation est dû à la baisse de l'activité du site. Depuis le 01/01/23, l'inspection n'a constaté aucun dépassement de la limite de 20 m ³ /jour. Par ailleurs, l'exploitant a bien connaissance de l'arrêté préfectoral sécheresse du 10/03/23 plaçant l'ensemble du département des Alpes-Maritimes au stade d'alerte sécheresse et indique avoir bien reçu les éléments concernant le plan de sobriété hydrique mais précise qu'il ne le complètera pas. L'exploitant n'ayant pas de prescription particulière relative à la sécheresse dans son arrêté préfectoral d'autorisation est donc soumis aux réductions imposés dans l'arrêté préfectoral sécheresse avec une réduction de 20% de sa consommation d'eau. Du 01/01/23 du 09/03/23, la moyenne de la consommation journalière était de 8,5 m3. Du 10/03/23 au 19/04/23, la moyenne de la consommation journalière était de 4 m3 : la réduction imposée de 20% est respectée. L'inspection incite néanmoins l'exploitant à remplir le plan de sobriété hydrique qui est un outil permettant de l'aider dans sa démarche de réduction de consommation d'eau. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'Analyse du risque foudre.
Constats : L'exploitant a présenté son analyse du risque foudre n° PFD/AB/09/04/2019/V1/SGP2 du 20/04/19. Cette analyse définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etude technique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'étude technique et n'a pas rédigé la notice de vérification et de maintenance. L'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription précitée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Travaux protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux protection foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'exploitant a procédé à la réalisation des travaux de protection foudre. Cependant, ces travaux ne s'appuient pas sur l'étude technique puisqu'elle n'a pas été réalisée (voir point de contrôle précédent). L'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription précitée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Vérification installations foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installations foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'exploitant a présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• la vérification visuelle n° 00585219 du 05/02/19 ;• la vérification complète n° 00619360 du 03/03/20 ;• la vérification complète n° 00679673 du 22/10/21 ;• la vérification visuelle n° 00713908 du 24/11/22. Les vérifications citées ci-dessus indiquent que <i>"l'étude technique n'a pas été réalisée et que l'organisme compétent ne peut pas statuer sur la conformité de la conception de l'installation"</i> . L'exploitant n'ayant pas réalisé d'étude technique et ne disposant pas d'une notice de vérification et maintenance (voir point de contrôle n°3), les vérifications présentées par l'exploitant ne sont donc pas conformes. L'exploitant dispose d'un compteur foudre : lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté que le compteur indiquait 0 impact. Cependant, l'exploitant ne vérifie ce compteur qu'une fois par an. Il n'est donc pas en mesure de réaliser une vérification visuelle des dispositifs de protection dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre. L'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription précitée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »
Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a demandé par sondage la fiche de données de sécurité de l'acide oxalique. L'exploitant dispose de la fiche de données de sécurité de son fournisseur. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du ►M3 mélange ◄ et de la société/ l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.</p>
<p>Constats : La fiche de données de sécurité présentée de l'acide oxalique comporte l'intégralité des 16 rubriques mentionnées dans la prescription ci-dessus.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Enregistrement de la substance (REACH)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH_ article 6.1 :</p> <p>1. Sauf disposition contraire du présent règlement, tout fabricant ou importateur d'une substance, telle quelle ou contenue dans un ou plusieurs mélange, en quantités de 1 tonne ou plus par an, soumet une demande d'enregistrement à l'Agence.</p>
<p>Constats : La fiche de données de sécurité consultée dispose bien d'un numéro d'enregistrement. Ce numéro correspond au numéro du dossier d'enregistrement déposée auprès de l'Agence européenne.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Accès des travailleurs à l'information

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Accès des travailleurs aux informations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH_ article 35 (Accès des travailleurs aux informations) : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le site sont disponibles en version papier au niveau de l'atelier principal du site. Chaque opérateur peut venir consulter ce classeur. Par ailleurs, lorsqu'une nouvelle substance est introduite sur site, le service HSE avise tout particulièrement les opérateurs. Les fiches de données de sécurité sont toutes disponibles en français. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Etiquetage CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Contenu des étiquettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 17 Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.</p> <p>Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté que l'étiquette de l'acide oxalique est bien présente sur le fût contenant le produit. L'étiquette est rédigée en français et mentionne bien les mêmes éléments que dans la fiche de données de sécurité (pictogrammes de danger, les mentions de dangers, les conseils de prudences ...).</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens lutte incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/08/2012, article 8.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le bâtiment 4 doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Ceux-ci sont au minimum constitués de 2 extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation à proximité des dégagements et sur les aires extérieures, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté la présence d'un extincteur à l'intérieur du bâtiment 4 et un extincteur à l'extérieur de celui-ci sur l'aire extérieure.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2008, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau constitué au minimum de 2 bassins de 25 m³ unitaire et avec une alimentation par réseau d'eau de ville ; • un poste fixe de génération de mousse à haut foisonnement (débit 24 m³/h) à déclenchement automatique dans la partie abritant les substances et préparations inflammables avec une réserve en émulseur de capacité 200 litres (dalle 1) ; • un rideau d'eau à déclenchement automatique assurant un débit de 15 m³/h le long de la façade ouest de l'atelier 3 ; • 1 poteau incendie situé à 10m des limites du site ; • un réseau fixe d'eau incendie alimenté par le réseau d'eau de ville. Ce réseau comprend au moins une pomperie incendie comportant un surpresseur capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 250 m³/h avec une pression en sortie de 10 bars • des extincteurs en nombre et qualité adaptés aux risques ; • des robinets d'incendie armés ; • d'un système de détection automatique d'incendie (dalles 1 et 2) ; • d'un système de détection incendie dans les ateliers 1, 2 et 3 ; • des réserves de sable meuble et sec convenablement répartis, en quantité adaptée au risque, sans être inférieur à 100 litres et des pelles.
<p>Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence de 2 bassins d'au moins 25 m³ chacun, • un poste fixe de génération de mousse à haut foisonnement à déclenchement automatique et une réserve d'émulseur de capacité de 200 litres au niveau de la dalle n° 1, • un rideau d'eau à déclenchement automatique le long de la façade ouest de l'atelier 3, • un système de détection automatique d'incendie par fusible au niveau des dalles n° 1 et 2, • des réserves (supérieures à 100 litres) de sable meuble et sec répartis à 2 endroits du site avec des pelles. <p>L'inspection a également constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'un système de détection incendie dans les ateliers 1, 2 et 3, • le poteau incendie est situé à plus de 10 m des limites du site. <p>Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des débits du rideau d'eau, du poste fixe de génération de mousse à haut foisonnement et du débit total simultané de 250 m³/h avec une pression en sortie de 10 bars.</p> <p>Enfin, l'inspection a demandé à l'exploitant de déclencher manuellement le rideau d'eau. L'inspection a constaté que 3 des 10 buses ne fonctionnaient pas correctement. L'exploitant a fait curer le système et le second test a été concluant. L'exploitant indique que le rideau d'eau est testé une fois par an lors d'exercice incendie. L'inspection précise que la périodicité de contrôle devrait être vraisemblablement plus fréquente et renvoi au point de contrôle n° 14 et l'article 7.6.2 (entretien des moyens d'intervention) de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui précise que l'exploitant "<i>doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels</i>".</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'ensemble de la prescription ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit procéder à des manœuvres annuelles permettant de tester le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques des équipements de lutte contre l'incendie. L'exploitant indique réaliser des tests régulièrement (lors d'exercice POI par exemple) mais aucune traçabilité (dates, modalités des contrôles et observations constatées...) n'est réalisée. L'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois